

Un an après le meurtre d'un journaliste, la Slovaquie reste mobilisée

Slovaquie Ce crime et la mobilisation populaire qui a suivi ont modifié profondément la société slovaque.

Laure de Charette
Correspondante à Bratislava

En voyant l'hiver dernier les mères avec leurs bébés emmitoufflés dans la poussette, les enseignants, infirmières, artistes, employés de bureau, étudiants et d'innombrables Slovaques de tous âges converger en silence vers la place du Soulèvement national au cœur de Bratislava, on se disait bien qu'un mouvement inédit était en marche. Comment ces dizaines de milliers de gens pouvaient-ils patauger dans la neige boueuse, tous les vendredis après-midi, parfois par des températures frôlant les -19 degrés...?

"Ces meurtres ont changé nos vies à jamais"

Il y a tout juste un an, le 21 février 2018, un jeune journaliste de 28 ans, Jan Kuciak, et sa fiancée, Martina Kusnirova, étaient abattus de sang-froid dans leur petite maison de Velka Maca, un village situé à une soixantaine de kilomètres de la capitale. Jan enquêtait sur des affaires de corruption et de fraude fiscale mêlant des membres du gouvernement, des magnats locaux et la mafia italienne. *"Le meurtre a touché un nerf"*, écrit alors le *Washington Post*. Cet assassinat crée en effet une onde de choc en Slovaquie, entraînant les manifestations les plus importantes depuis la révolution de Velours en 1989 ainsi que la chute du gouvernement. "Ces

meurtres ont changé nos vies à jamais et ont changé la Slovaquie", écrivent en ce mois de février 2019, sur leur page Facebook, les responsables du mouvement "Pour une Slovaquie intègre", né dans la foulée de ce double assassinat. Ils appellent à un nouveau défilé, le 21 février 2019, en mémoire des deux jeunes. Il y a fort à parier que des milliers de Slovaques battront à nouveau le pavé pour dire non à la corruption.

Qu'est-ce qui a véritablement changé dans ce petit pays d'Europe centrale, en un an? D'abord, outre Tibor Gaspar, le chef de la police, plusieurs ministres jugés inamovibles ont dû démissionner: le ministre de la Culture Marek Madaric, le ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak, mais surtout, le Premier ministre lui-même, Robert Fico. Il a dû quitter ses fonctions sous la pression populaire, à mi-parcours de son troisième mandat. Et tout récemment, alors qu'il espérait rebondir en tant que juge suprême à la Cour constitutionnelle slovaque, il a dû retirer sa candidature, faute du soutien nécessaire au sein de sa propre coalition. *"La pression exercée par la société civile, lors des manifestations, a porté ses fruits, confirme Gabriel Šipoš, directeur de l'antenne slovaque de Transparency International. Enfin notre pays ressemble à un État de droit."*

Autre changement notable: neuf suspects impliqués dans le meurtre ont été arrêtés. *"Je n'aurais jamais cru il y a un an que des arrestations auraient lieu. Il faut maintenant déterminer qui sont les commanditaires et les arrêter. Mais je*

me surprends à être optimiste", poursuit Gabriel Šipoš. Parallèlement, Marian Kocner et Ladislav Basternak, deux oligarques connus pour leur proximité avec le parti au pouvoir, Smer, et mouillés dans de nombreux scandales mais qui n'avaient encore jamais été poursuivis, ont été condamnés cet automne à de la prison ferme pour crimes financiers. *"C'est presque du jamais-vu en Slovaquie! Il y a encore un an, ces deux hommes étaient intouchables, se réjouit Gabriel Šipoš. Cela crée au plus haut niveau le sentiment d'être moins protégé à la fois par les hommes politiques, par la justice et par ses propres amis, dont certains témoignent à présent contre eux."*

"Nous avons perdu le droit de détourner le regard"

Le Premier ministre, Robert Fico, a dû quitter ses fonctions sous la pression populaire, à mi-parcours de son troisième mandat.

Malgré tout, le chemin vers une Slovaquie intègre reste long: seuls 40% des Slovaques font confiance à la police, d'après le dernier Eurobaromètre, soit l'un des taux les plus faibles d'Europe. Et la corruption reste très présente, dans les hautes sphères mais aussi au quotidien. Lors de ses vœux le 1^{er} janvier 2019, le président de la République slovaque, Andrej Kiska, un philanthrope sans parti, a prévenu ses concitoyens: *"Les Slovaques ont prouvé en 2018 qu'ils pouvaient défendre les valeurs qui renforcent la démocratie. Mais ce n'est que le*

début d'un long chemin. Le meurtre de ces deux jeunes gens et ses conséquences nous ont forcés à nous regarder dans le miroir et à regarder notre société. Nous avons perdu le droit de détourner le regard."